

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI

DISTINGUE

NOTRE PARTI

- * La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ;
- * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ;
- * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

OCTOBRE 1969 — 7^{me} ANNEE — N° 69

Le numéro

Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B.

0,50 F - 5 F.B.

Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.

LE
PROLETAIRE

B.P. 375
MARSEILLE - Colbert

C.C.P. 2202 22
MARSEILLE

A bas la solidarité nationale ! Vive la lutte de classe !

L'annonce du "plan de redressement" a fait suite, comme il était prévu, à la dévaluation du mois d'août. Les innombrables commentaires des propagandistes de la bourgeoisie qui l'ont accompagné tournent autour d'un thème central. La Nation, engagée dans une concurrence internationale sans merci, doit consentir à des sacri-

fications, travailler davantage, plus vite et mieux ; elle doit consommer moins et investir plus. Dans le cas contraire, ce serait l'enchaînement fatal, l'effondrement de la monnaie, la ruine économique. Et, ajoutent les bourgeois, tout le monde serait frappé.

Laissons les points secondaires de côté. C'est bien là la vérité partielle, dite par l'ennemi de classe, sur sa propre société, celle qui lui assure ses privilèges, celle qu'il administre, celle que son Etat défend. Une telle « vérité » n'est pourtant irréfutable que si, comme les bourgeois et comme les partis ouvriers gangrenés jusqu'aux os par le nationalisme et le réformisme, on admet que la société capitaliste est éternelle et que donc la classe ouvrière est condamnée à demeurer indéfiniment l'esclave du Capital qui ne peut espérer recueillir quelques miettes que lorsque son maître est florissant.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, toutes les bourgeoisies du monde chantent un hymne à l'expansion, chacune célébrant le « miracle » d'une production croissante sur des rythmes frénétiques.

Pendant toutes ces années, le capital a en effet connu un nouvel « âge d'or », fondé sur la docilité d'un prolétariat fer-

mement encadré par des organisations syndicales et politiques qui l'avaient conduit au second massacre impérialiste derrière le drapeau de la coalition « anti-fasciste » patronnée par l'impérialisme américain, pour ensuite servir de relais à la propagande bourgeoise vantant l'expansion économique, le productivisme forcené, le nationalisme. Tout au plus se lamentaient-elles de ce que les « fruits de l'expansion » étaient trop inégalement répartis...

A cette abdication pure et simple devant l'ennemi, notre parti a toujours opposé la sûre prévision que l'expansion, le « miracle » si l'on veut, serait éphémère et ne pouvait conduire qu'à un renforcement d'une intensité inconnue jusqu'ici de la concurrence entre les impérialismes, et donc aux crises économiques et sociales, c'est-à-dire à la reprise de la lutte prolétarienne.

Aujourd'hui, les premiers craquements retentissent dans l'édifice du capitalisme mondial.

Un peu partout dans le monde, la classe ouvrière s'ébranle ; timidement encore, tout empêtrée qu'elle est dans les mille liens que la classe dominante a tissés avec l'aide irremplaçable des partis « communistes » dégénérés, — mais elle s'ébranle.

Et la bourgeoisie s'inquiète. Elle s'inquiète des effets inévitables de son propre système de production, incapable de sortir du cycle infernal : prospérité-crise-guerre ; elle s'inquiète et elle se prépare aux combats qui se profilent à l'horizon. L'encadrement syndical s'efforçant, dans le meilleur des cas, d'obtenir des améliorations compatibles avec le maintien et le développement du Capital et coupant court à toute tentative de sortir de cette voie stérile, cet encadrement, la bourgeoisie le présent, ne pourra pas indéfiniment endiguer une poussée ouvrière alimentée par la crise sociale qui menace. Alors, la force décidera : la force de l'Etat bourgeois et celle du prolétariat. Dans cette perspective, le pouvoir tente d'affermir son autorité par une campagne visant à terroriser la classe ouvrière ; le battage, disproportionné à l'« événement », orchestré autour d'une petite phrase anodine lancée par Séguy n'a pas d'autre fondement.

Mais ce qui donne à cette campagne une certaine force, ce n'est rien d'autre que la lâcheté des directions politiques et syndicales de la classe ouvrière : leur virulente campagne contre le « gauchisme » (auquel nous n'appartenons ni de près ni de loin, soit dit en passant), qui est une défense pure et simple de l'ordre régnant, leur soumission aux « nécessités nationales », leur pacifisme social, leur démocratisation béante, en cantonnant le prolétariat dans un rôle de classe exploitée mais soumise, jouent le rôle d'amplificateurs efficaces de la propagande gouvernementale.

La C.G.T. prétend que cette campagne d'intimidation consiste à « inventer des dangers imaginaires pour masquer les vrais problèmes ». Si elle veut dire par là que l'orientation des dirigeants de la C.G.T. ne constitue pas un danger pour la bourgeoisie, elle a parfaitement raison. Mais la bourgeoisie, elle, pense à un danger bien réel, l'agitation de la classe ouvrière, et connaît parfaitement son vrai problème : il lui faut coûte que coûte imposer au prolétariat une exploitation accrue pour faire face à la concurrence accrue des autres impérialismes. C'est là un problème bien réel, et qui n'admet que deux solutions : ou bien le prolétariat baisse la tête et accepte la discipline imposée par l'ennemi de classe, ou bien il se défend pied à pied pour pouvoir attaquer

(Suite page 4)

L'ordre et la C. G. T.

Le discours de Séguy à la Mutualité a donné le frisson aux bourgeois bien-pensant : « Pour qu'il réussisse (le gouvernement), il faudrait que les organisations syndicales consentent à observer une trêve et notamment qu'elles renoncent à obtenir le règlement des comptes en retard. Eh bien ! il n'en est absolument pas question ! » Déclaration lourde de menace, comme on voit.

Répondant à cette terrible attaque... verbale, Chaban-Delmas proclame à l'Assemblée nationale : « ... Le gouvernement de la République saura prouver qu'il est là pour défendre la Nation contre toute aventure. »

Cet apparent dialogue est truqué : le secrétaire de la C.G.T. feint seulement de menacer le gouvernement et celui-ci, par la bouche de Chaban-Delmas et de tous les autres porte-parole plus ou moins autorisés qui se sont « émus » des déclarations de Séguy et y ont répliqué, lui rend la politesse en feignant à son tour de prendre la menace au sérieux et de se préparer à y faire face. En réalité, Chaban-Delmas et Séguy s'adressent tous deux, chacun à sa manière, à la classe ouvrière.

Comme la grève des roulants l'a montré avec éclat, la C.G.T. a de la peine à maintenir la base ouvrière dans les limites du syndicalisme de négociation ; la colère et la combativité ouvrière se manifestent violemment un peu partout, contraignant l'appareil de la C.G.T. à « prendre le train en marche » (c'est bien le cas de le dire !). Pour pouvoir continuer à jouer son rôle de gardien de l'ordre, pour « discipliner », « canaliser » et finalement rendre inoffensive la poussée revendicative, la hiérarchie de la C.G.T. doit lui faire quelques concessions verbales. Ce n'est donc pas M. Séguy qui a changé, c'est le comportement de la classe ouvrière qui commence à évoluer ; en bon conciliateur, en bon opportuniste Séguy s'y adapte en se « gardant à gauche ». Quant à Chaban-Delmas, c'est aussi à la classe ouvrière (et non à ses organisations parfaitement intégrées) qu'il s'adresse lorsqu'il brandit la menace de la répression : c'est à cela que sert l'Etat « démocratique » et « républicain » ! (Le très bourgeois Le Monde s'inquiète lui aussi de la poussée ouvrière qui déborde des directions syndicales ; dans un article au titre suggestif : « Quand le fantassin commande... », un de ses chroniqueurs espère que la section syndicale d'entreprise jouera le rôle de gardien de l'ordre que les états-majors syndicaux ont maintenant du mal à assumer. Sans commentaire !)

(Suite page 4)

La p... respectueuse

Parlant le samedi 13 septembre à la Mutualité, alors que la grève des « roulants » de la S.N.C.F. battait son plein, aux militants de la C.G.T. de la région parisienne, Séguy a prononcé ce discours « dur » qui a fait couler tellement d'encre. Jeu habituel de l'opportuniste qui doit jeter de la poudre aux yeux des ouvriers en colère pour mieux les tromper...

Tous les hommes politiques de la bourgeoisie ayant sauté sur l'occasion pour stigmatiser la lutte de classe et menacer directement le prolétariat, il ne restait plus à M. Séguy qu'à se dégonfler lamentablement et à proclamer officiellement qu'on avait mal interprété ses paroles. Lui, M. Séguy, bonze en chef de la C.G.T., déclarer la guerre au gouvernement ? Pas le moins du monde ! C'était seulement des négociations qu'il voulait. Lui, M. Séguy, membre du Bureau politique du P.C.F., préparer la grève insurrectionnelle pour abattre l'Etat ? Quelle erreur ! Voyons, n'est-il pas le partisan convaincu de l'union de la gauche, du « programme commun », démocratique, légal et tout ce qu'on voudra ?

Lui, M. Séguy, un dangereux agitateur révolutionnaire ? Allons donc, un chien docile qui rentre à la niche quand son maître le siffle. La bourgeoisie l'a sifflé, en effet, et le lundi 15 septembre il faisait une « mise au point » : « ... On a dit de ce discours qu'il contenait une déclaration de guerre au gouvernement. Or, l'un de ses points essentiels consiste, précisément, à proposer au gouvernement et au C.N.P.F. de négocier en vue de résoudre les revendications ouvrières par voie d'accords contractuels... »

Nous pensions, nous, qu'une organisation de la classe ouvrière était en guerre permanente avec le monde bourgeois ; nous avions constaté comme tous les ouvriers que la bourgeoisie, elle, attaque sans cesse ; nous nous étions réjouis de ce que des prolétaires - « roulants de la S.N.C.F. », personnel de la R.A.T.P., entre autres - ripostaient hardiment. Mais M. Séguy, lui, veut la paix sociale !

Ca un dirigeant de la classe ouvrière ? Un curé « social », humble et résigné, tout au plus ! Un larbin docile, qui accepte les ordres des bourgeois et prend peur devant ses propres paroles lorsque l'ennemi fronce le sourcil. Pouah !

HO-CHI-MINH

Alors que toute la presse progressiste et gauchiste porte son deuil, nous nous devons d'adresser un dernier salut à celui qui ne fut jamais qu'un étroit nationaliste doublé d'un stalinien. L'histoire des individus nous passionne peu et Ho-Chi-Minh ne nous intéresse que dans la mesure où il sert de porte-drapeau à toute une idéologie tiersmondiste.

En effet, les spasmes de la révolution coloniale ont contrasté après guerre avec l'apathie du prolétariat des pays développés, embrigadés dans la reconstruction nationale après l'avoir été dans le massacre impérialiste. De là à idéaliser les mouvements nationaux, à les parer d'une auréole socialiste — alors qu'ils furent même incapables, sauf en Chine, de réaliser une révolution bourgeoise radicale —, il n'y avait qu'un pas : ainsi est né le tiersmondisme.

Dans le cas du Vietnam, l'héroïsme du « peuple » (toutes classes confondues dans le F.N.L.) ne peut masquer le caractère non-proléta-

rien de l'affrontement. Pour les U.S.A. l'enjeu est la possession d'une base dirigée contre la Chine ; pour la République du Nord-Vietnam, l'espoir d'une réunification sous son égide. L'hommage funèbre qu'on adresse à Ho-Chi-Minh — même des Etats-Unis — ne trompe d'ailleurs pas sur la nature du conflit : c'est la considération que les bourgeois affichent toujours à l'égard de leurs adversaires quand ils s'opposent à eux dans un conflit autre que le choc classe contre classe. L'horreur de la bourgeoisie pour la « guerre civile fratricide » n'a d'égalé que sa fierté et son respect pour la « guerre propre », Etat contre Etat.

Ho-Chi-Minh n'a donc rien du chef prolétarien que les trotskystes veulent voir en lui et il suffit d'un bref rappel historique pour se rendre compte de toute l'ironie de leur falsification. On sait que l'Internationale communiste définissait clairement la tâche essentielle des

(Suite en page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Samedi 11 et samedi 25 octobre de 15 h. à 19 h. 30 - Salles Lancry, 10, rue de Lancry (Xe)
- A MARSEILLE : Samedi 11 et samedi 25 octobre de 15 h. à 19 h. 30 au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne d'Orves.

Livre d'Or de la lutte prolétarienne internationale

Le réveil de la lutte de classe du prolétariat, que nous avons si longtemps évoqué sous les ruses ou le mépris des « réalistes » qui la disaient « caduque », est devenu, durant ces dernières années, une réalité. Par secousses irrégulières, tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, un mouvement général se dessine, souvent confus et soumis encore à de profondes fluctuations, mais qui n'en est pas moins caractérisé par une tendance nette, chez les ouvriers, à désobéir aux consignes défaitistes des organisations syndicales dégénérées. Si nous étions les seuls à constater un fait que notre propagande prévoit depuis

de longues années, le scepticisme, à ce propos, aurait encore beau jeu. Mais c'est la bourgeoisie capitaliste qui le signale elle-même par les inquiétudes de sa presse à gages et qui s'interroge sur un avenir de plus en plus incertain pour le capital : qu'advient-il de la paix sociale si les exploités n'écoutent plus les conseils de « sagesse » et de « modération » de leurs chefs syndicaux asservis et s'ils passent outre aux ordres démobilités que ceux-ci leur donnent ?

Un coup d'œil jeté sur les agitations sociales dans les pays voisins suffit à montrer combien ces alarmes sont fondées.

ALLEMAGNE FEDERALE

Des grèves sauvages ont éclaté, dans la première semaine de septembre en Rhénanie et en Sarre, précisément dans les régions considérées comme le paradis de la "propérité" allemande. C'est un des premiers symptômes de réveil d'un prolétariat aux glorieuses traditions et dont les luttes héroïques et les sacrifices jalonnent toute une tranche de l'histoire politique moderne en Allemagne et en

Europe centrale en général. Ce symptôme, nous le saluons avec ferveur comme une réponse éclatante à toutes les infamies répandues par la bourgeoisie et ses laquais opportunistes sur la classe ouvrière de langue germanique et comme l'étincelle d'une lutte sociale qui embrasera un jour tout le continent. A ce titre, il mérite d'être inscrit à la première ligne du livre d'or de la lutte prolétarienne internationale.

ANGLETERRE

A port-Talbot, 1300 métallurgistes en grève ont défié pendant plus d'un mois aussi bien le gouvernement travailliste que les Trade-Unions qui, en désaccord sur les moyens « autoritaires » ou sournois d'interdire les grèves, n'en conjuguèrent pas moins leurs efforts pour faire subir aux ouvriers les conséquences économiques de la déchéance irrémédiable de l'impérialisme britannique. En se moquant des jérémiades des industriels sur les dizaines et dizaines de milliers de tonnes d'acier

perdues, à cause de la grève, par la « communauté nationale »...des capitalistes, le prolétariat anglais a démontré dans les faits qu'il n'avait rien de commun avec elle mais qu'au contraire ses intérêts les plus immédiats et les plus élémentaires le dressent contre toutes ses exigences. Ce réflexe de classe dans un pays qui fut le berceau historique du réformisme et de la collaboration de classe a le droit de figurer en deuxième ligne de notre "livre d'or".

ETATS-UNIS

Méritent aussi d'y être cités les protagonistes des 5.000 grèves sauvages enregistrées aux U.S.A. pendant l'année 1968 (cf. "New and letters" ; juin-juillet 1969) et sur lesquelles toute la presse, celle de « gauche » comprise, a fait le silence le plus général. Une de ces grèves, celle des usines de cuivre d'Anaconda dure, malgré des interruptions,

depuis un an déjà. La grève de 28 mines de charbon, en Virginie et en Pensylvanie, est venue par ailleurs donner des inquiétudes à la bourgeoisie yankee. Dans « l'heureuse » et puissante Amérique, les exigences impératives de la lutte de classe pénétrèrent les théories du « néo-capitalisme » qui prétendaient les avoir éliminées !

ITALIE

Dans ce pays, qui n'a pratiquement jamais cessé de connaître des luttes sociales après et répétées, l'opportunisme stalinien et post-stalinien a conservé une influence profonde et étendue, réussissant à tenir en mains une agitation sociale plus puissante et plus radicale qu'en France tout en collaborant avec le capital d'une façon plus systématique que n'a pu le faire jusqu'ici le stalinisme français. Mais ce contrôle est sur le point d'être sérieusement menacé comme le montrent les événements récents.

Les luttes ouvrières pour les revendications immédiates, jamais entièrement interrompues, ont repris avec une vigueur plus grande lors de l'échéance des conventions collectives intéressantes les catégories les plus nombreuses et les plus importantes. Des grèves et agitations violentes ont alors éclaté dans toute l'Italie. Non seulement dans le Sud sous-développé, où la mort d'ouvriers abattus par la police, à Avola et à Battipaglia, a provoqué une explosion de rage prolétarienne ; mais aussi dans le Nord super-industrialisé où un essor productif considérable contraste violemment avec la hausse des prix, l'exaspération de la concurrence intérieure et internationale, une instabilité monétaire qui promettent, dans les mois à venir, des luttes très dures pour la défense du salaire

et des conditions de travail des grandes masses salariées.

A l'entreprise Pirelli de Milan, on a fait la grève dès la reprise du travail après le congé annuel. A la Fiat, à Turin, où des mouvements s'étaient produits en juillet contre la hausse du coût de la vie et à propos de l'accord d'entreprise, une nouvelle lutte a éclaté, cette fois motivée par l'accord national sur les salaires. Au cours de cette dernière grève, un accrochage violent eut lieu, des groupes fascistes ayant attaqué les piquets de grève. Ce fait est significatif, d'une part du durcissement patronal, de l'autre du défaitisme des dirigeants des organisations syndicales. La Direction de la Fiat, en lockoutant des milliers de travailleurs de l'entreprise, a voulu effrayer l'ensemble de la classe ouvrière et la décourager de tenter d'autres grèves, tout en montrant son aptitude à se débarrasser du masque démocratique pour recourir à des formes ouvertement fascistes. Mais les bonzes syndicaux de la CGIL, de la CISL et de l'UIL (dont les équivalents respectifs en France sont la CGT, la CFDT et F.O.) se sont bien gardés de déclencher une riposte de classe qui eut uni en une puissante grève générale les mouvements éparés des diverses catégories alors en lutte. Ils se sont bornés à demander l'ouverture à brève échéance des négociations, laissant ainsi à la Fiat tout le temps nécessaire pour mener à bien son offensive contre les ouvriers.

La réticence de la CGIL à l'égard de toute lutte véritable s'explique non seulement par le fait qu'elle a depuis longtemps abandonné son ancienne orientation révolutionnaire et que ses positions réformistes se traduisent pratiquement par une collaboration effective avec le

Limite et dégénérescence du Syndicat

(Suite du précédent numéro)

Après avoir déterminé les obstacles que la coalition ouvrière ne peut prétendre renverser au sein de l'économie et de la société capitalistes, c'est dans sa propre histoire qu'il faut fixer les limites qu'elle n'a pas davantage pu dépasser. Cette coalition, pour être possible, pour être efficace, exige l'affirmation d'un organisme permanent qui est le syndicat. Que les ouvriers aient dû se battre longtemps pour en imposer la reconnaissance officielle à la bourgeoisie n'infirme en rien ce que nous avons exposé plus haut. Cela consacre au contraire son rôle exclusivement défensif : la bourgeoisie a interdit syndicats et coalitions aussi longtemps qu'elle a cru qu'ils pouvaient mettre en cause sa domination sociale et son pouvoir politique ; elle les a autorisés dès qu'elle s'est convaincue de la possibilité, sous certaines conditions, de maintenir la concurrence entre salariés et capitalistes sur le terrain exclusivement économique. Bien qu'obtenue au prix de luttes acharnées, la conquête du droit syndical, loin de démontrer l'essence subversive de l'organisation syndicale, prouve à l'opposé qu'il existe la possibilité, pour le capitalisme devenu puissant et prospère, de disjoindre, en certaines périodes historiques, la revendication immédiate des ouvriers de leur revendication historique révolutionnaire.

Le premier moyen employé par la bourgeoisie pour empêcher le développement des revendications de salaires fut d'interdire purement et simplement les coalitions (en France : loi Le Chapelier, 1791). Il s'ensuivait, lors des premières crises du capitalisme naissant, que la misère conduisait les ouvriers à l'émeute et que la grève interdite se transformait en insurrection. Cette situation dura tout au long de la première phase historique du capitalisme au cours de laquelle, sur le plan politique, bourgeoisie et prolétariat luttèrent conjointement contre l'absolutisme sans que l'on sût encore à quelle classe profiterait la victoire. Aussi longtemps que la conquête du pouvoir par la bourgeoisie ne fut pas irréversible, aussi longtemps que cette classe redouta les augmentations de salaire comme un danger catastrophique pour sa domination économique, aussi longtemps enfin que la classe ouvrière ne fut capable que de révoltes sporadiques et dispersées, la puissance sociale du capital n'eut d'autres bases que la contrainte armée, la répression par la loi : coalitions et syndicats furent interdits.

Avec la période d'épanouissement économique et de stabilité politique qui marque le début de la seconde phase historique du capitalisme, la reconnaissance du droit de coalition s'imposa à la bourgeoisie comme une solution plus avantageuse et plus sûre que la répression violente des émeutes de la faim ou des insurrections provoquées par le chômage. En France, ce droit fut accordé sous le Second Empire, en 1866, alors qu'il était devenu évident que la vague des assauts bourgeois contre les monarchies d'ancien régime ne se transfor-

merait pas, en dépit des exhortations passionnées du Manifeste Communiste de 1848, en victoire révolutionnaire du seul prolétariat. Si le droit syndical (sans lequel le droit de coalition est une vaine conquête) ne fut concédé que quelque 20 ans plus tard en France, ce fut avant tout parce que la commune de Paris de 1871 donna à la bourgeoisie un dernier frisson de terreur.

A cette époque, l'accumulation initiale de capital était terminée dans les grandes puissances européennes ; les perfectionnements de la technique productive et le développement des moyens financiers assuraient à l'économie capitaliste un essor prodigieux ; l'amélioration de la condition ouvrière devenait, dans certaines limites, compatible avec la prospérité bourgeoise. Fallait-il en conclure, comment certains renégats se sont empressés de le faire alors, que l'antagonisme entre capital et salariat est susceptible de disparaître, ou même simplement de s'émousser, durant de longues périodes historiques ? Aucunement.

L'avènement de cette phase « d'idylle » entre prolétariat et bourgeoisie signifie seulement qu'il s'est présenté dans l'histoire moderne des conjonctures au cours desquelles la revendication immédiate des ouvriers ne mettait pas directement en cause la domination du capital ; il était alors possible au pouvoir d'Etat bourgeois, sous la pression énergique de la classe ouvrière, d'abroger des formes d'exploitation anachroniques et directement inspirées des contraintes et servitudes du système précédent. A cette époque-là le capitalisme pouvait encore se réformer. Bien loin de l'affaiblir, ces réformes lui ouvrirent de nouveaux champs d'expansion. Bien loin d'ébranler la domination politique du capital, elles lui amenèrent de précieux alliés : les partis de la petite-bourgeoisie démocratique qui, beaucoup plus efficacement que les « barons de l'acier » ou les grands maîtres de la finance, surent maintenir les aspirations de la classe ouvrière dans des domaines où elles ne pouvaient constituer aucun danger pour l'ordre établi. De même que la journée de 10 heures, la réglementation du travail des enfants et autres « humanisations » relatives de la discipline d'entreprise n'avaient pas, au début du siècle, affaibli le capitalisme anglais, mais au contraire l'avaient vivement impulsé, de même, en France, l'avènement du suffrage universel, un moment utilisé par les partis ouvriers pour des réformes positives, aboutit, vers la fin de cette période, à détourner les salariés de toute volonté de conquête révolutionnaire du pouvoir.

La légalisation de la coalition et du syndicat était une conquête politique indispensable à la classe ouvrière pour la défense de ses conditions immédiates de vie. Aujourd'hui encore, en dépit d'une longue phase de corruption et de dégénérescence de l'organisme syndical, celui-ci peut redevenir un instrument de défense indispensable aussi longtemps que le capitalisme est toujours debout.

A une condition toutefois : qu'il soit animé par une force politique bien consciente des limites que nous avons indiquées plus haut, par un parti bien convaincu que la lutte immédiate n'est efficace que si elle est subordonnée à la notion claire de la nécessité de la lutte finale. Toute l'histoire du syndicalisme se ramène, en définitive, à cet effort incessant du parti de classe pour imposer cette orientation et empêcher que le syndicat ne devienne, comme aujourd'hui, le lieu où la classe ouvrière, pour de dérisoires et éphémères « améliorations », transige sur sa mission historique révolutionnaire.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue Théorique du Parti Communiste International

Le numéro 45 (Juillet-Septembre 1969) est paru

AU SOMMAIRE :

- LUTTES PARTIELLES ET LUTTE GENERALE
- LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921-1924)
- THEORIE MARXISTE DE LA MONNAIE

Le numéro : 4 F

Abonnement annuel : 15 F

Abonnement combiné

" Programme Communiste " - " Le Prolétaire " : 20 F

Commandes au " Prolétaire "

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schloësing
M A R S E I L L E (X^{me})

Distribué par les N. M. P. P.

(La recrudescence du nazisme en Allemagne s'accompagne bien entendu d'une recrudescence de l'anti-nazisme. A ce propos notre bulletin en allemand (*Internationale Revolution* N. 3) a publié l'article ci-dessous.)

De nouveau résonne en Allemagne le cri de guerre du Chevalier de la Démocratie qui s'élançait contre le Dragon Fasciste. Tous les « vrais démocrates » — et qui n'en est pas ? — les amis de la paix et les maosités, le SDS (étudiants gauchistes) et le DKP (PC allemand) « ressuscité », tous appellent à la guerre sainte contre la renaissance du nazisme. A peine 25 ans après la deuxième guerre mondiale, après la prétendue victoire définitive de la démocratie sur le fascisme, nous nous retrouvons Gros-Jean comme devant.

A ne regarder les choses que superficiellement on serait enclin à plaindre ce pauvre Saint Georges : il a beau couper au dragon une tête après l'autre, il en pousse toujours de nouvelles ; à croire que le diable s'en est mêlé ! Et de fait, toutes les tentatives des démocrates pour expliquer le fascisme, se réduisent à des exorcismes : vade retro satanas ! Que ceux qui croient au Démon du Mal se contentent de telles explications et braquent, eux aussi, leur stylo bille contre lui. Pour notre part nous voulons expliquer ici brièvement les thèses marxistes suivantes :

■ Le fascisme n'est pas une « rechte » dans des formes pré-démocratiques ni une « folie », mais une *tendance nécessaire* de la société capitaliste.

■ Par conséquent il n'existe pas de lutte contre le fascisme en dehors de la *lutte pour la destruction du capitalisme* par la révolution et la dictature du prolétariat.

■ Car tout appel à défendre la démocratie, toute tentative de combattre le fascisme au nom de la démocratie, toute alliance du prolétariat avec des partis et des classes « démocratiques », conduit à la *destruction du mouvement prolétarien* et ouvre la voie au fascisme.

Ces thèses, nous ne les avons pas découvertes aujourd'hui. La gauche marxiste qui dirigeait au début des années vingt le Parti Communiste d'Italie, et s'est battu ensuite contre la dégénérescence de l'Internationale Communiste, les a posées dès la première apparition du fascisme, et l'expérience d'un demi-siècle n'a fait que les confirmer.

Pour le démocrate, la marque distinctive du fascisme c'est qu'il exerce ouvertement une violence « illégale » et abolit les droits et libertés démocratiques. Et le démocrate de se lamenter désespérément. Pour nous, non seulement il n'y a pas là de quoi pleurer, mais cet aspect ne suffit nullement à caractériser le fascisme. Nous avons toujours nié que la lutte des classes puisse être réglementée (comme un match de football) par une « légalité » placée au-dessus d'elle. Nous avons toujours affirmé que le prolétariat ne peut pas conquérir « démocratiquement » le pouvoir ; que la constitution la plus démocratique protège les rapports capitalistes de production ; que la démocratie n'est qu'une dictature masquée de la bourgeoisie, quand elle ne s'applique pas — et combien de fois ne l'a-t-elle fait — à noyer dans le sang le mouvement ouvrier. Refuser la violence, en appeler à la *Légalité et à la Démocratie*, c'est renoncer une fois pour toutes à la révolution ! Nous nous réjouissons au contraire quand la bourgeoisie est obligée d'ôter le gant de velours de la démocratie et de montrer son poing de fer aux ouvriers, leur prouvant par-là qu'il n'existe pas de Droit au-dessus des classes, que le droit reflète simplement le rapport de force entre les classes.

Pour nous, la caractéristique du fascisme est tout autre. Nous y avons reconnu la double tentative, premièrement de surmonter les oppositions au sein même de la bourgeoisie, et deuxièmement d'enlever toute indépendance au mouvement ouvrier.

La démocratie était la forme politique qui permettait aux intérêts des diverses couches bourgeoises de s'exprimer et de se défendre. A l'époque de l'exten-

En Allemagne comme partout

La seule lutte contre le fascisme c'est la lutte pour la révolution prolétarienne

sion dite « pacifique » du capitalisme au monde entier (de 1870 à 1900 et quelques) cette forme pouvait prédominer dans les Etats bourgeois puissants ; à cette époque la bourgeoisie pouvait aussi tolérer un mouvement ouvrier indépendant, parce qu'elle était à même de satisfaire quelques exigences immédiates des ouvriers. Elle avait même la possibilité de corrompre les ouvriers par des concessions économiques, de les détourner de la lutte révolutionnaire et de convertir leurs organisations au réformisme.

A l'époque de l'impérialisme, les choses deviennent plus difficiles. L'impérialisme pousse non seulement à la *concentration du capital*, mais aussi à l'*exaspération de toutes les contradictions de la société capitaliste*. La bourgeoisie doit tenter de maîtriser ces contradictions. Cela signifie que les intérêts du capitaliste « individuel », ceux de l'entreprise ou de telle couche, doivent s'incliner devant l'*intérêt général* du capital national (et parfois international). Représentant et gérant de cet intérêt général, l'Etat doit se centraliser toujours davantage, et même le pouvoir législatif ne peut plus être confié au libre débat des porte-parole parlementaires des divers intérêts bourgeois, mais tombe presque directement aux mains des agents du grand capital qui est contraint « d'administrer » l'ensemble du capital.

De même, la bourgeoisie ne peut plus tolérer un mouvement ouvrier autonome. Cela ne signifie nullement qu'elle ne tolère aucune organisation ouvrière (comme dans sa phase révolutionnaire), mais qu'elle essaye d'enlever à ces organisations tout caractère politique de classe, de les transformer en unions corporatives et de les intégrer dans l'administration étatique.

Bref, la bourgeoisie essaye d'empêcher la lutte entre les classes, d'organiser *unitairement* sa société et de « l'administrer » soi-disant dans « l'intérêt de tous ». Bien entendu, cette tentative est vouée à l'échec, ou plus exactement, elle ne peut réussir que pour un temps. Car le « libre jeu » des lois de la production capitaliste, qui progresse alors d'après des critères (apparemment !) exclusivement « techniques », reproduit les contradictions du capitalisme à une échelle encore plus grande et conduit inévitablement à de nouvelles crises de la société. C'est pour cette raison d'ailleurs que le fascisme est d'emblée nationaliste et guerrier : la bourgeoisie ne peut résoudre les crises que par la guerre, pour recommencer ensuite un nouveau cycle.

Il est tout à fait évident que cette *tendance nécessaire et générale* du capitalisme ne se réalise pas de façon rectiligne et uniforme, mais que les formes et la rapidité de ce développement sont déterminées par les conditions particulières de tel ou tel pays. Après la première guerre impérialiste, elle s'est montrée d'abord dans les pays capitalistes les plus faibles, l'Italie puis l'Allemagne. Dans ces pays, la bourgeoisie avait bien réussi, grâce à la social-démocratie, à repousser le premier assaut révolutionnaire ; mais, d'une part le prolétariat restait encore menaçant, et d'autre part ces bourgeoisies avaient les plus grandes difficultés à remettre leur économie en marche. C'est là qu'est apparue d'abord la nécessité d'unifier toutes les classes et couches bourgeoises, tant contre le prolétariat que pour organiser l'économie capitaliste. Une des bourgeoisies les plus faibles, celle d'Italie, a montré le chemin aux autres. C'est aussi en Italie, beaucoup plus qu'en Allemagne, que le fascisme a usé le plus de la violence nue, parce que le mouvement prolétarien était en-

core puissant et ne pouvait être brisé que par la force, alors qu'en 33 il était déjà en pleine décomposition.

Ce fut une grande erreur de l'Internationale Communiste de qualifier le fascisme de « réactionnaire ». Bien sûr qu'il était réactionnaire, mais *seulement par rapport à la révolution prolétarienne* : c'était la forme achevée de la contre-révolution bourgeoise et en même temps le *progrès bourgeois*. Cela est apparu de la façon la plus claire après la deuxième guerre impérialiste : les nations « démocratiques » ont vaincu les nations « fascistes », mais le fascisme a vaincu la démocratie et, plus ou moins vite, tous les pays se sont fascistés. Nous avions prévu cette évolution et ne nous laissons pas troubler par les formes « pacifiques » de cette fascisation : en 1922-24 en Italie, il fallait des combats de rue (où participaient les forces « régulières » de l'Etat et parfois l'artillerie de marine) pour briser la force des ouvriers ; en Allemagne, après 33, il fallait encore la terreur policière et les camps de concentration pour les intimider et les soumettre ; mais après 36, l'I.C. était déjà tellement pourrie que le parti « communiste » français s'est chargé lui-même de soumettre les ouvriers à l'intérêt de la Patrie et de les préparer pour l'Union Sacrée ; ne parlons pas de l'Angleterre et des Etats-Unis. Pourquoi diable la bourgeoisie taperait-elle sur des ouvriers qui adhèrent volontairement à ses intérêts ?

Le degré de violence ouverte ne dépend que de la capacité de résistance des ouvriers ; ce qui nous intéresse davantage ici, c'est le *contenu* du fascisme, et après la guerre il s'est révélé clairement partout : concentration du capital et en même temps du pouvoir politique, et intégration des prolétaires dans le « peuple », dans l'unité nationale. Un fait caractéristique est que l'évolution des syndicats (en France, par exemple) tend à les faire ressembler toujours plus aux « syndicats » selon Mussolini : des syndicats qui admettent le mode de production capitaliste comme donné une fois pour toutes, défendent les intérêts de l'entreprise et de la nation et, dans le meilleur des cas, se bornent à défendre les intérêts particuliers de leurs catégories en tant que « participants » à la production de l'usine et de la nation.

Mais il n'y a pas que les prolétaires qui sont opprimés par le capital, les classes moyennes souffrent elles aussi du totalitarisme du grand capital. Dans l'après guerre cette pression était encore faible, parce que la reconstruction générale fournissait des débouchés pour tous les produits. Mais avec les premiers signes de la future saturation du marché mondial, avec les ébranlements qui annoncent la crise, la concurrence internationale s'exaspère et chaque nation est contrainte de « rationaliser » sa production, d'abaisser les prix de revient, et ceci non seulement sur le dos du prolétariat mais aussi des petits-bourgeois et des petits capitalistes. L'exemple de la France est particulièrement typique : l'ancien capitalisme « usurier » est obligé de se moderniser et, par exemple, devait éliminer quelque 800.000 personnes de l'agriculture ; de même il mène une grande offensive contre le petit commerce (voir les grèves et manifestations de boutiquiers) et l'Etat favorise ouvertement la concentration industrielle pour rendre la production française concurrentielle. Cette « modernisation » suscite naturellement la résistance des petits-bourgeois, résistance d'autant plus forte qu'aucune offensive prolétarienne ne menace les bases du capitalisme. L'histoire du Gaullisme, qui n'a

atteint ses objectifs que partiellement, montre à quel point la bourgeoisie a du mal à réaliser son unité en l'absence d'une lutte de classe aiguë.

En Allemagne, après la liquidation de tout mouvement ouvrier, l'écrasement militaire et les dévastations de la guerre ont permis à la bourgeoisie d'atteindre « pacifiquement » et « démocratiquement » cette unité : toutes les classes se soumettent aux exigences de la reconstruction du capitalisme allemand. Mais les miracles capitalistes ne durent pas. Renfloué avec du capital américain, engraisé par l'exploitation paisible des ouvriers qu'il attirait de partout, le capitalisme allemand (que dès 1916 Lénine citait comme un modèle de concentration) est aujourd'hui déjà si gras qu'il étouffe dans ses frontières, et ce d'autant plus que la concurrence internationale tend à les rétrécir. (Une des raisons de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les Russes en Août 68 fut précisément la nécessité d'interdire ce terrain de chasse au capital allemand.) Ainsi, comme c'est dans l'ordre, non pas des « choses » mais de l'économie bourgeoise, l'expansion capitaliste conduit à la crise capitaliste qui met un terme à la paix sociale et à la paix internationale. Les classes entrent à nouveau en effervescence et les nations commencent à se cogner : le fascisme « pacifique », le « miracle démocratique » a fait son temps et son fils légitime, le fascisme brutal et belliqueux, montre déjà le bout du nez. Le NPD (parti néonazi) par exemple, est à la fois une expression de la force d'expansion objective du capital allemand, et une tentative de surmonter la crise et les conflits sociaux en vue.

D'après ce qui précède, il est évident que cela ne rime à rien de « déplorer » cette évolution. Des constatations du genre :

« La conduite et les propos des dirigeants et orateurs du NPD... ont prouvé que dans ce parti règne une mentalité (!!!) militariste, national-socialiste et en général non-démocratique. » (7e Congrès national de la DGB, la confédération syndicale)

Des affirmations comme : « Il faut empêcher que s'a-morce encore une fois en Allemagne une évolution qui a conduit aux catastrophes de 1918 et 1945. » (Le président de la DGB de Wurtemberg-Baden) sont aussi *inopérantes* aujourd'hui qu'elles l'ont été hier. Leur seul résultat effectif c'est d'*entretenir l'illusion* que les hommes pourraient « choisir librement » entre la démocratie et le fascisme, entre l'exploitation pacifique et l'exploitation brutale, ou entre la paix et la guerre. Derrière toutes ces phrases se cache le vieux rêve misérable des petits bourgeois, formulé de façon si naïve par le mouvement allemand pour la paix, la DFU (« Dans une Allemagne pacifique et démocratique tous les citoyens peuvent vivre à leur aise et satisfaits des fruits de notre paisible travail »), le rêve de la coexistence pacifique des classes et des Etats, le rêve d'un capitalisme sans contradictions.

Mais il ne s'agit pas seulement ici d'un rêve infantile. Cette idéologie c'est de l'opium qu'on administre au prolétariat, avec autant plus de hâte et d'insistance, que la rude réalité menace de lui ouvrir les yeux et de lui rendre ses positions de classe de nouveau accessibles.

On ne peut pas « choisir » entre démocratie et fascisme (c'est à dire entre dictature voilée et dictature ouverte du capital), ni entre paix et guerre. *Tant qu'il survit, le capitalisme suit son chemin*, avec ses cycles d'orgie productive et d'orgie destructrice, buvant tantôt la sueur, tantôt le sang des prolétaires. La véritable alternative devant laquelle se trouve l'humanité est : DICTATURE DU CAPITAL ou DICTATURE DU PROLETARIAT. Seule la révolution communiste, la destruction de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat peut briser le joug du capital, faire voler en éclats les lois de son économie et délivrer l'humanité de ses souffrances « pré-historiques ».

Nous ne nous montons pas la tête et nous ne racontons pas de boniments aux ouvriers : nous savons que la révolution communiste n'est pas pour demain matin. Non pas que les prolétaires n'auraient pas la force de la faire ! Mais parce que cette révolution n'est possible que s'ils possèdent leur *conscience de classe* et leur *organisation de classe*. Celles-ci ont été détruites par la contre-révolution, et pas tant à coups de matraques et de fusils que, justement, par l'*idéologie démocratique*. L'ennemi qui se présente ouvertement comme tel est beaucoup plus facile à combattre que le démocrate sournois qui dilue la claire conscience des antagonismes de classe dans l'unité du peuple ; que le petit-bourgeois libéral qui demande au prolétariat de s'unir à lui contre le grand capital et s'applique en même temps à miner toute *politique prolétarienne de classe* pour finalement, puisqu'« il n'y a pas moyen de faire autrement », se convertir au fascisme. Le résultat de la fausse tactique de l'I.C. a confirmé notre position : ces « amis »-là sont les plus dangereux.

La véritable lutte contre le fascisme c'est la lutte pour la reconstitution du *mouvement de classe du prolétariat*, avec son *programme de classe* et son *organisation de classe*, le *parti communiste*. Certains trouvent que cela demandera trop de temps : le fascisme est là, disent-ils, unissons vite toutes les « bonnes volontés » contre lui. Ces gens-là ne sont, en réalité, que des défenseurs du capitalisme.

La défense obstinée des positions communistes ; la réintroduction patiente de ces positions dans la classe ouvrière ; la liaison établie quotidiennement entre les luttes partielles et l'objectif historique du prolétariat ; la lutte acharnée contre le démocratism et le pacifisme, voilà les conditions fondamentales du réveil de classe du prolétariat. Cela prendra le temps que cela prendra, mais c'est la voie la plus courte, la seule ! Aujourd'hui, une lutte « pour la démocratie » n'a aucune valeur. Cette lutte avait un sens lorsqu'il s'agissait de briser par la démocratie des rapports et des structures *pré-capitalistes*. Mais maintenant il s'agit de briser le *capitalisme* : cela, seule la dictature du prolétariat peut le faire !

HO-CHI-MINH

(Suite de la 1^{re} page)

communistes dans les luttes sociales des pays sous-développés : construire un parti prolétarien indépendant, parfaitement autonome par rapport aux classes avec lesquelles il doit mener le combat pour des tâches bourgeoises imposées par le niveau de développement. Sans cette autonomie, le prolétariat se met à la remorque des classes petites bourgeoises, perdant tout espoir d'aboutir non seulement à la révolution sociale mais même à la révolution démocratique-bourgeoise. Or en Indochine existait un mouvement trotskyste relativement développé et le stalinien Ho-Chi-Minh s'est attaché à le liquider physiquement avec une

énergie que prouvent non seulement l'issue des émeutes de Saigon à la fin de la guerre, mais, à peu près à la même date, les événements sanglants survenus au camp indochinois des Baumettes, près de Marseille. De plus, l'essentiel de l'activité d'Ho-Chi-Minh fut consacrée, au cours de la guerre contre la France d'abord, ensuite, en tant que chef d'Etat du Nord-Vietnam, à fonder le prolétariat dans le front interclassiste de la résistance.

Après Che Guevara, le martyrologue tiersmondiste s'enrichit d'Ho-Chi-Minh, mais ils n'appartiennent pas plus l'un que l'autre à la sanglante mais glorieuse histoire du prolétariat.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le 24 Octobre à 21 h.

Salles Lancry - 10, rue de Lancry (Xe)
PARTI ET ORGANISATIONS DE CLASSE

L'internationalisme de Lénine et le nationalisme des renégats

Les faits qui ont marqué récemment les rapports entre les pays du « camp socialiste » ont enfin réveillé nos opportunistes de leur sommeil innocent. Les plus décolorés des partis communistes ou socialistes n'osent plus désormais éluder ce problème et s'époumonnent dans un débat sur « l'internationalisme » et l'opportunité ou non de reconnaître des « modèles » dans la cons-

truction socialiste. Si libres et démocratiques que soient ces débats, ils parviennent toujours à la vieille conclusion : le véritable internationalisme se fonde sur la... coexistence pacifique ; les « modèles » sont repoussés afin que chaque pays puisse suivre un « développement libre et créateur » suivant ses propres particularités sur la voie du socialisme...

munistes français ou italiens, plus libéraux.

Ils ont complètement abandonné l'internationalisme prolétarien, et, par la théorie du socialisme dans un seul pays, ils sont allés jusqu'à théoriser, les uns la « souveraineté » d'Etats socialistes indépendants, les autres une « souveraineté limitée » pour les Etats « frères », en fonction de leur exploitation économique. Ils ont oublié aussi que la souveraineté est une illusion bourgeoise destinée à disparaître en même temps que le monde bourgeois. Le bolchévisme dont parle Lénine, devenu mondial, avec une idée, une théorie, un programme, et aussi (notez bien : c'est Lénine qui écrit) une tactique propre, a été brisé en mille morceaux nationaux, sans programme unique, avec des théories « enrichies » par les apports les plus disparates, avec des « tactiques élastiques » qui permettent une grande liberté d'alliance, jusque dans les couches sociales les plus réactionnaires.

Dans cette situation, il ne faut pas s'étonner de ce qui arrive dans les Etats socialistes « indépendants », en Tchécoslovaquie, aux frontières russo-chinoises, en Roumanie et en Yougoslavie, où l'on tremble dans l'attente d'une « intervention protectrice » de l'armée « socialiste » d'un autre pays ; on ne peut non plus s'étonner des théories qui naissent pour justifier tout cela. La logique réelle de ce développement impose aux pâles personnages qui en sont l'expression d'inventer des arguments « socialistes » pour le justifier.

La droite des P.C. constate (pour s'en réjouir) que « les progrès du socialisme » ont produit « une exaltation croissante du fait national » (expression d'Amendola, dirigeant du P.C. Italien), mais qui peut dégénérer en nationalisme. Nous devrions d'abord nous étonner de cela, puis en prendre acte et en déduire que le socialisme n'abolit pas plus le nationalisme que l'exploitation de l'homme par l'homme, si nous croyions le moins du monde que le socialisme est en vigueur en Russie ou dans un quelconque pays « frère ». Evidemment, nos communistes n'en arrivent pas là. Pour eux, le fait national se transforme, par la vertu d'une merveilleuse envolée théorique en internationalisme effectif. Après avoir écrit que le fait « a sur» pris et surprend ceux qui » pensaient que l'internationalisme conduisait facilement à » l'abolition des frontières » (c'est sans doute plus facile d'en être surpris que d'abolir les frontières en pleine économie de marché), on en fait l'éloge parce que « cette forte accentuation du sens national s'exprime par une revendication » légitime et orgueilleuse d'autonomie nationale, autonomie de l'Etat (sic !) et autonomie » des forces révolutionnaires (?) » dans le refus de tout Etat » guide », ce qui serait un bien, d'après Amendola, théoricien italien que nous venons de citer (*Problemi del Socialismo*, N. 35-36, 1968).

Le malheur est que tout cela s'exprime « aussi dans son contraire, dans la tendance de » tout mouvement à présenter » ses propres expériences comme un modèle à exporter. »

C'est la chute complète dans le libéralisme : d'obstacle à abattre, le nationalisme est devenu un sentiment légitime ; il est bon que la revendication nationale soit orgueilleuse ; l'Etat est autonome et même les « forces révolutionnaires » (autonomie envers quoi, dans un Etat où elles seraient au pouvoir ?). On ne sent même plus

le besoin d'intégration qui dépasse ces « surprenants » aspects nationalistes : la recette est et reste celle de « l'unité dans la diversité ». Et cette diversité se manifeste de telle façon que « l'unité » qui en résulte se révèle nécessairement la même qu'aux frontières sacrées... de la Russie et de la Chine.

Si les principes de l'internationalisme, suivant lesquels les prolétaires, en dépit des particularités nationales, ont les mêmes intérêts dans tous les pays, sont valables avant la conquête du pouvoir, à plus forte raison devraient-ils l'être après. Quand Lénine écrivait : « Ce » n'est pas du point de vue de » "mon" pays que je dois raisonner (car ce serait là le » raisonnement d'un benêt, » d'un petit-bourgeois nationaliste, qui ne comprend pas » qu'il est un jouet entre les » mains de la bourgeoisie impérialiste), mais du point de » vue de ma participation à la » préparation, à la propagande, » aux travaux d'approche de la » révolution prolétarienne mondiale », il ne s'imaginait certes pas qu'à cinquante ans de distance, les partis qui se disent à la tête des pays socialistes, raisonnaient exactement comme des « benêts petits-bourgeois nationalistes » plaçant la pensée nationale avant le socialisme qui, lui, est international, comme est mondiale la révolution qui l'annonce.

Aujourd'hui, le socialisme n'est pas seulement nationaliste, mais dans son « orgueil » il n'accepte aucun modèle : chaque pays « socialiste » doit pouvoir faire comme il l'entend. On dit encore : quand la Russie était le seul Etat socialiste fort, il était utile de la prendre pour modèle ; maintenant elle ne peut plus assumer cette fonction, et on croit faire un raisonnement léniniste, alors qu'on oublie ou qu'on feint d'oublier que Lénine parlait bien de modèle, mais ne l'assimilait nullement aux mesures économiques adoptées, car elles sont nécessairement déterminées par le degré de développement économique atteint. Lénine parlait d'une « voie unique », semblable pour tous et inévitable pour prendre et conserver le pouvoir. Toujours dans le *renégat Kautsky*, on lit : « le bolchévisme a » puissamment aidé au développement de la révolution » prolétarienne en Europe et en » Amérique, plus qu'aucun parti » n'a réussi à le faire jusqu'à » ce jour dans aucun pays. » Tandis que les ouvriers du » monde entier se rendent » compte, chaque jour plus nettement, que la tactique des » Scheidemann et des Kautsky » (les Brestnev et Waldeck-Rochet de l'époque, NdR) ne les » a débarassés ni de la guerre » impérialiste, ni de l'esclavage » salarié imposé par la bourgeoisie impérialiste, que cette » tactique ne saurait servir de » modèle pour tous les pays, les » masses prolétariennes de tous » les pays se rendent compte » chaque jour plus nettement, » que le bolchévisme a indiqué

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969

Liste N. 8

Lucien 2 ; R. et R. 40 ; André 70 ; La Flèche 70 ; Alexandre 10 ; S. 100 ; R. et R. 40 ; Extorqués 20 ; Lucien 10 ; Piccino 10 ; Hélène 5 ; Paris 115 ; Magali 10 ; Valérie 10 ; Meziane, salut à Paris et Marseille 50 ; Réunion générale Paris 1.407.

Total liste N. 8 : 1.969,00 F ; Total précédent : 11.566,18 F ; Total général : 13.535,18 F.

» la juste voie pour échapper » aux horreurs de la guerre et » de l'impérialisme, et que le » bolchévisme sert de modèle » de tactique pour tous. »

Cette dernière phrase est soulignée par Lénine. Il tenait évidemment à insister sur la voie typique, celle de la révolution bolchévique russe : prise du pouvoir, conservé par la dictature du prolétariat dirigé par le parti communiste ; extension de la révolution aux autres pays dès que possible, comme seul moyen d'assurer la survie de l'Etat prolétarien. Il ajoutait que la révolution en Europe et dans le monde mûrissait à vue d'œil et que la révolution du prolétariat en Russie l'avait favorisée, hâtée, appuyée. A la question : *tout cela ne suffit-il pas pour la complète victoire du socialisme ?* il donnait une très claire réponse : « Un seul pays » ne peut faire davantage. Toutefois... même si l'impérialisme » mondial venait demain écraser le pouvoir soviétique russe... même dans cette éventualité, la pire de toutes, la

» tactique bolchévique n'en aurait pas moins été de la plus » grande utilité pour le socialisme et aurait aidé à la crois- » sance de l'invincible révolution mondiale. »

Voilà l'internationalisme de Lénine que nous faisons nôtre et revendiquons. La victoire dans un quelconque pays ne nous intéresse pas *en elle-même et pour elle-même*, mais seulement comme étape de la grande victoire dans tous les pays. Tout doit être subordonné à cette immense réalisation. Depuis qu'on a faussement prétendu construire un socialisme national, une semblable réalisation peut sembler irrémédiablement perdue. Mais l'histoire sapes cet édifice sans cohésion, et son effondrement ramènera de nouveau à la lumière, fulgurant comme au temps de Lénine, l'internationalisme prolétarien qui donne aux travailleurs le même but sur toute la terre : destruction violente de l'Etat bourgeois, dictature mondiale du prolétariat, instauration du socialisme international.

Vive la lutte de classe !

(Suite de a 1^{re} page)

débats que possible. Mais ce combat de la classe ouvrière, limité d'abord, souvent purement défensif au début, a sa dynamique propre : qu'il s'étende et se radicalise et le voilà sur la voie qui mène, face à la résistance décapitée d'une bourgeoisie taillonnée par la concurrence, à la véritable unité de classe, celle qui est cimentée par les revendications générales, et donc politiques, celle qui pose la question du pouvoir.

Les prémisses d'un tel processus sont encore à peine perceptibles, il est susceptible de subir bien des arrêts, bien des reculs même, mais une faille a commencé de s'ouvrir dans le monde bourgeois : l'« Age d'or » de l'expansion capitaliste du second après-guerre arrive à son terme. Mais l'opportunisme ouvrier, celui du P.C.F. comme celui de la C.G.T., essaie de toutes ses forces de faire croire le contraire, de faire miroiter aux yeux des ouvriers une solution parfaitement imaginaire à cette alternative : le capitalisme peut encore être « amélioré », réformé ; sans lutte violente et sans révolution, par une simple bataille électorale bien conduite assortie d'une combinaison parlementaire, cette fameuse « union de la gauche » sur le non moins fameux « programme commun » (c'était cela, entre autres, que disait Séguy dans son « terrible » discours...). Le langage de la bourgeoisie est donc celui d'un ennemi de classe déclaré : le langage de l'opportunisme est celui d'un faux ami répandant

le défaitisme parmi les exploités.

Dans une telle situation, les grèves qui éclatent irrésistiblement dans les principaux pays — pour la France, par exemple, la grève des roulants de la S.N.C.F. et celle des ouvriers des transports urbains — prennent un grand relief. Les ouvriers sont restés sourds aux injonctions de la bourgeoisie sur les sacrifices à consentir pour sauver la nation et ont obéi au contraire à leur propre logique de classe. Sur le plan le plus élémentaire certes, dans le domaine purement revendicatif, à l'échelle d'une catégorie isolée — peu importe : à ce niveau, ils ont opposé aux besoins du Capital (productivité accrue, consommation réduite) leurs propres besoins de salariés.

Ce pas en avant, nous le saluons avec joie, et nous saluons plus encore l'avenir qu'il laisse entrevoir. Le chemin qui mène à la reconstitution du prolétariat en classe révolutionnaire encadrée par son Parti passe nécessairement par de tels épisodes. Seul le heurt continu entre la lutte du prolétariat pour la satisfaction de ses besoins élémentaires et l'intransigeance du patronat et de l'Etat, simples représentants de la société capitaliste tout entière, inculquera à la classe ouvrière qu'il faut abattre violemment cette société. Dans les mois qui viennent, que les grévistes de la Rhur, de la Fiat ou de la SNCF servent d'exemples au prolétariat international !

L'ordre et la C. G. T.

(Suite de a 1^{re} page)

Pourtant, Séguy et Chaban-Delmas ont bien « dialogué ». Sur un tout autre ton. L'Etat, bien entendu, a tout intérêt à ce que la lutte des classes soit étouffée. Ecoutez Chaban-Delmas : « Il » propose (le gouvernement) » tout d'abord au patronat et » aux syndicats de coopérer » avec l'Etat pour les tâches » d'intérêt commun. » Que répond le terrible Séguy à cet appel à la collaboration de classe ? Voici : « C'est pourquoi nous » avons demandé par lettre du » 11 septembre au gouverne- » ment et au C.N.P.F. de tenir » une nouvelle conférence inter- » professionnelle tripartite qui » pourrait se saisir des ques- » tions d'intérêt général. »

Voilà comment l'opportuniste défend les ouvriers au moment même où ceux-ci se battent avec leurs propres armes en repoussant tous les appels hypocrites à la collaboration nationale d'une bourgeoisie qui sent venir la crise, en affrontant courageusement les menaces de l'Etat.

Pour clarifier encore les choses, Séguy a tenu à répondre au discours de Chaban-Delmas : « La "loi et l'ordre", a-t-il dit en substance, seront défendus.

» Fort bien (sic) ! Mais qui les » menace ? Qui ? Les salariés » défendent leurs droits. Ils les » défendent par l'action syndi- » cale et, lorsqu'ils y sont con- » traints, par la grève. Où est » le désordre dans tout cela ? »

En effet, où est le « désordre » dans tout ce que vous dites ? Mais le malheur pour vous, M. Séguy, c'est que le prolétariat commence à comprendre que l'ordre bourgeois est fondé sur son exploitation, qu'il se moque des « conférences tripartites » comme du préavis de grève dont vous avez accepté le principe.

De plus en plus, le prolétariat est amené à comprendre que l'« action syndicale » que vous conduisez en son nom ne sert qu'à mieux le soumettre au Capital et s'il est « contraint » à la grève, ce n'est certes pas faute de discussions entre directions syndicales, C.N.P.F. et Etat, mais parce que c'est la seule arme dont il dispose contre le capitalisme.

Le jour approche où, reprenant les armes du communisme, il jettera à la porte ses directions syndicales traîtres et, encadré par son Parti, se lancera à l'assaut de l'Etat.

Vive la lutte ouverte et généralisée du prolétariat !